

**RAPPORT N° 97/4-66**  
**du Conseil Municipal**

**OBJET**

**AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SUR LA DEMANDE DE DEROGATION AU REPOS DOMINICAL**  
**FORMULEE PAR LA SIDR**

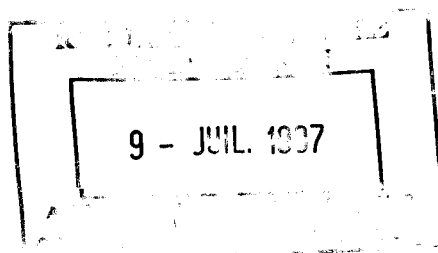
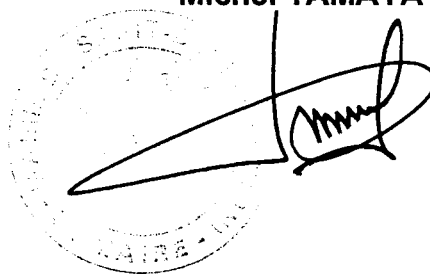
Dans les groupes d'habitations dont liste annexée ci-après, la Société responsable du ramassage des ordures ménagères organise une collecte le lundi entre trois et cinq heures du matin.

Les poubelles des groupes concernés doivent donc être sorties et stockées sur les lieux de ramassage avant trois heures. De fait, il résulte une obligation pour les agents de nettoyage de la SIDR de travailler le dimanche en fin de journée.

Le Conseil Municipal devant donner son avis sur la demande dérogation formulée par la SIDR, conformément à l'Article L. 221-6 du Code du Travail, je vous demande de vous prononcer sur cette requête dans la mesure où il s'agit d'une organisation interne qui n'est pas de nature à modifier les prestations dont la Direction Environnement a la charge.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**LE MAIRE**  
**Michel TAMAYA**



9 - JUL. 1997

---

**GROUPES D'HABITATION**  
**concernées par la demande dérogation au repos dominical**  
**formulée par la SIDR**

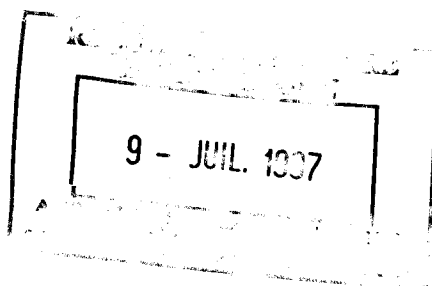
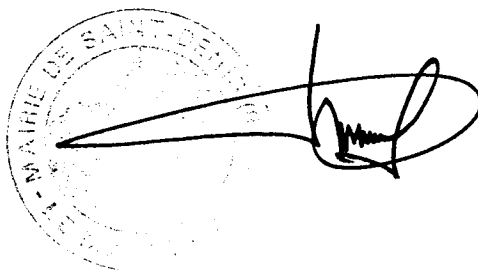
---

- LE MESSIN
- CHAUDRON 4
- CHAUDRON 6
- LE MILAN
- CAMELIAS 4
- CAMELIAS 4/5/7
- CAMELIAS CHATEAU-MORANGE
- CAMELIAS 4/6/7
- DE BRULYS
- TAKAMAKAS
- SAINT-FRANCOIS
- LAVERDURE
- BANCOULIERS
- POINSETIAS I et II
- RAVENALS
- FRANGIPANIERS I et II

---

Pour extrait certifié conforme,  
Fait à Saint-Denis, le

**LE MAIRE**  
**Michel TAMAYA**



**DELIBERATION N° 97/4-66  
du Conseil Municipal  
en séance du vendredi 27 juin 1997**

**OBJET**

**AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SUR LA DEMANDE DE DEROGATION AU REPOS DOMINICAL  
FORMULEE PAR LA SIDR**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (ancien Code des Communes) ;

Vu le Code du Travail, notamment l'Article L. 221-6 ;

Sur le RAPPORT N° 96/4-66 du Maire ;

Vu le rapport de André BOURGIN, Conseiller Municipal, présenté au nom de la Commission Solidarité ;

Sur l'avis favorable de ladite Commission ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

Emet un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la SIDR pour faire travailler son personnel de nettoyage à raison de deux heures le dimanche.

Pour extrait certifié conforme,  
Fait à Saint-Denis, le 02 juillet 1997

**LE MAIRE  
Michel TAMAYA**

